

NIGER

L'opposition exige le départ du président Tandja

L'opposition nigérienne a exigé hier le départ du président Mamadou Tandja qui veut modifier la Constitution pour rester au pouvoir jusqu'en 2012 alors que son dernier mandat expire en décembre.

«Le Front pour la défense de la démocratie (FDD) exige le départ de M. Tandja dont les parjures multiples souillent la fonction présidentielle», a indiqué le FDD dans un communiqué.

Le FDD regroupe des partis politiques, des ONG, des syndicats et un des trois fronts qui combattent le projet de référendum prévu le 4 août et qui permettrait au président Tandja de rester au pouvoir pour trois ans après deux

quinquennats successifs.

Après avoir dissout la Cour constitutionnelle et le Parlement hostiles à son référendum, M. Tandja s'est arrogé des «pouvoirs exceptionnels» pour gouverner par décrets et ordonnances.

Dans son communiqué, le FDD «exige l'annulation» du projet de référendum, «le rétablissement» de la Cour constitutionnelle et «le retour à la légalité constitutionnelle».

Il demande que le prési-



Le président du Niger Mamadou Tandja.

dent soit «mis en accusation» conformément à l'ar-

ticle 119 de la Constitution pour «haute trahison pour

avoir violé son serment» de respecter la Constitution.

Le Front demande aussi que, conformément à l'article 42 de la Constitution, l'intérim de M. Tandja soit assuré par le président de la Cour constitutionnelle, M^{me} Salifou Fatouma Bazèye.

La Cour avait été dissoute par le président après qu'elle eut annulé son décret convoquant la référendum.

Enfin, le Front exige l'organisation des élections générales aux dates fixées par la Commission électorale indépendante (Céni), notamment des législatives anticipées le 20 août et une présidentielle le 20 novembre 2009.

Photos : D.R.

Moscou déploiera des Iskander à Kaliningrad s'il n'y aura pas d'accord sur le bouclier antimissiles



La Russie déploiera des missiles Iskander à Kaliningrad si elle ne parvient pas à un accord avec les Etats-Unis sur le déploiement du bouclier antimissiles, a déclaré hier le président russe Dmitri Medvedev.

«Si nous ne pouvons pas nous mettre d'accord sur cette question, vous

connaissez les conséquences (...) ce que j'ai dit dans mon discours à la Nation reste d'actualité», a déclaré M. Medvedev au cours d'une conférence de presse à l'issue du sommet du G8 à L'Aquila (Italie). La Russie, qui considère l'installation du bouclier antimissiles américain en Europe comme une menace pour sa sécurité, a menacé de déployer des missiles à Kaliningrad, une enclave russe entourée de pays de l'UE. M. Medvedev avait déjà affirmé en novembre 2008 que «pour neutraliser en cas de nécessité le système de défense antimissiles, on va déployer dans la région de Kaliningrad le complexe de missiles Iskander».

UNION EUROPÉENNE Les Serbes exemptés de visa

La Commission européenne va proposer, mardi 14 juillet, d'exempter d'obligation de visa vers l'Union européenne les citoyens de Serbie, de l'ancienne République yougoslave de Macédoine et du Monténégro. D'après Jacques Barrot, le commissaire chargé des affaires intérieures et judiciaires, les trois pays ont «fait les efforts les plus significatifs» pour se conformer aux conditions posées : l'établissement de passeports biométriques, le renforcement des contrôles aux frontières ou la lutte contre la corruption.

La fin des visas est l'une des exigences de Belgrade pour se rapprocher de l'UE, alors que l'accord de stabilisation et d'association entre les Vingt-Sept et la Serbie est toujours gelé en attente de l'arrestation de l'ancien chef militaire des Serbes de Bosnie, Ratko Mladic.

«On ne peut faire payer la jeunesse serbe pour les erreurs de Milosevic», estime M. Barrot. En revanche, deux autres pays des Balkans ne seront pas retenus : l'Albanie et la Bosnie-Herzégovine.

La libéralisation ne va pas non plus concerner la minorité serbe du Kosovo. La proposition doit encore être approuvée par les ministres de l'intérieur des Vingt-Sept.

Manifestations en Turquie contre les violences au Xinjiang

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté hier dans différentes villes de Turquie contre la répression par les autorités chinoises des troubles dans la province du Xinjiang, peuplée d'Ouïghours, turcophones et musulmans.

A Istanbul, jusqu'à 5 000 personnes se sont rassemblées sur le parvis de la mosquée de Fatih à la sortie de la prière du vendredi pour conspuer les autorités chinoises et prier pour les victimes ouïghoures des violences, a rapporté la chaîne de télévision NTV.

«Non à l'épuration ethnique !», ont clamé les manifestants, dont beaucoup agitaient le drapeau bleu frappé d'un croissant de lune blanc des Ouïghours. La foule a également brûlé des produits d'importation chinois.

Réunis à l'appel d'organisations nationalistes et d'associations ouïghoures devant la mosquée stambouliote de Beyazit, quelque 200 manifestants ont brûlé des drapeaux chinois et accusé l'armée chi-

noise d'encourager les violences contre les Ouïghours, a constaté un photographe de l'AFP.

A Ankara, 700 personnes ont participé à une manifestation semblable sur le parvis de la mosquée de Kocatepe.

Des mouvements de protestation ont été signalés dans sept autres villes turques.

Une association de défense des droits des consommateurs a par ailleurs appelé devant le consulat de Chine à Istanbul à boycotter les produits chinois.

«Les consommateurs détiennent l'arme la plus puissante de notre époque. Nous attendons un soutien du pouvoir politique et des employeurs à ce boycottage pour qu'on mette fin au



massacre», a déclaré Nazim Kaya, le président de l'Union des consommateurs, cité par l'agence Anatolie.

Un ministre turc a appelé jeudi au boycottage des produits chinois mais a rapidement précisé qu'il donnait une opinion personnelle ne reflétant pas la position officielle du gouvernement.

La Turquie a exprimé à plusieurs reprises son

inquiétude face aux événements du Xinjiang, le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan évoquant mercredi des «atrocités».

Ankara soutient la souveraineté chinoise au Xinjiang mais a des rapports culturels avec les Ouïghours, principale minorité ethnique du Xinjiang.

De nombreux exilés ouïghours ont trouvé refuge en Turquie.

Les écoutes de stars par les tabloïds de Murdoch secouent la Grande-Bretagne

La justice britannique a annoncé jeudi qu'elle allait se pencher sur les accusations du Guardian. selon lequel des tabloïds britanniques ont fait écouter des milliers de personnalités en toute illégalité avant de payer plus d'un million de livres pour tenter d'étouffer l'affaire.

Le Parquet a annoncé jeudi soir qu'il allait passer en revue tous les éléments en sa possession, à la suite d'une enquête en lien avec cette affaire il y a quelques années, et rendrait ses conclusions dans les prochains jours. Scotland Yard a pour sa part

conclu en fin de journée qu'il n'y avait pas d'éléments nouveaux justifiant de nouvelles investigations.

Selon le *Guardian*, News Group Newspapers, une société du magnat australien des médias Rupert Murdoch, aurait acheté le silence de trois victimes dont le téléphone aurait été mis sur écoutes, en leur versant de fortes sommes pour éviter des poursuites.

News Group Newspapers est une subdivision de l'empire des médias News Corp, qui comprend l'hebdomadaire dominical *News of the World* et le quotidien *The Sun*, plus forts tirages au Royaume-Uni.

D'après le *Guardian* qui ne nomme

pas ses sources, des reporters des deux titres auraient eu recours aux services de détectives privés pour pirater des téléphones et obtenir des informations confidentielles.

Le mannequin Elle Macpherson, l'actrice Gwyneth Paltrow, le chanteur George Michael et l'agent des stars Max Clifford, feraient partie des victimes.

Le *Guardian*, à l'origine des révélations jeudi, a ajouté hier deux noms de sportifs à la longue liste des victimes présumées: ceux du footballeur Alan Shearer, ancien international anglais, et du manager du club de Manchester United, Sir Alex Ferguson.